
Règlement 101 concernant les nuisances

Règlement no. 101 adopté
le 9 novembre 1998
Règlement no. 135 adopté
le 9 juin 2009

Version mise à jour en juin 2011
Municipalité d'Authier

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ D'AUTHIER

RÈGLEMENT NO 101 CONCERNANT LES NUISANCES

ATTENDU QUE le conseil désire adopter un règlement pour assurer la paix, l'ordre et le bien-être général et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de la municipalité;

ATTENDU QUE le conseil désire adopter un règlement pour définir ce qui constitue une nuisance et pour la faire supprimer, ainsi qu'imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister de telles nuisances;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été régulièrement donné au préalable;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Monsieur Pierre Lambert, appuyé par Monsieur Joël Morissette et résolu que le présent règlement soit adopté :

NUISANCES

	Article 1	Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.
Bruit/général	Article 2	Constitue une nuisance et est prohibée le fait de faire, de provoquer ou d'inciter de quelque façon que ce soit du bruit susceptible de troubler la paix et le bien-être du voisinage.
Travaux	Article 3	Constitue une nuisance est est prohibée le fait de causer du bruit susceptible de troubler la paix et le bien-être du voisinage en exécutant, entre 22h00 et 07h00, des travaux de construction, de démolition ou de réparation d'un bâtiment ou d'un véhicule, d'utiliser une tondeuse, sauf s'il s'agit de travaux d'une municipalité ou de travaux d'urgence visant à sauvegarder la sécurité des lieux ou des personnes.
Spectacle/musique	article 4	Constitue une nuisance et est prohibée le fait d'émettre ou de permettre la production de spectacle ou la diffusion de musique dont les sons peuvent être entendus au-delà d'un rayon :

- a) de 20 mètres à partir du lieu d'où provient le bruit dans une municipalité régie par la loi des cités et villes;
- b) de 50 mètres à partir du lieu d'où provient le bruit dans une municipalité régie par le Code municipal.

Feu d'artifice	Article 5	<p>Sauf pour les 24 juin et 1^{er} juillet, constitue une nuisance et est prohibée le fait de faire usage ou de permettre de faire usage de pétard ou de feux d'artifice.</p> <p>Le conseil municipal peut, par voie de résolution, émettre un permis autorisant l'utilisation de feux d'artifice aux conditions suivantes :</p>
Arme à feu	Article 6	À l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation, constitue une nuisance et est prohibée le fait de faire usage d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc, d'une arbalète à moins de 50 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice.
Lumière	Article 7	Constitue une nuisance et est prohibée le fait de projeter une lumière directe en dehors du terrain d'où elle provient si celle-ci est susceptible de causer un danger pour le public ou un inconvénient aux citoyens.
Feu et gravières	Article 8	Dans une municipalité régie par la Loi des cités et des villes, constitue une nuisance et est prohibée le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu dans un endroit privé sans permis sauf s'il s'agit d'un feu de bois allumé dans un foyer spécialement conçu à cet effet.
Autres nuisances	Article 9	Tout état de chose ou de fait qui est susceptible de produire des inconvénients sérieux ou de porter atteinte soit à la vie, la sécurité, la santé, la propriété et le confort des personnes ou qui les prive de l'exercice ou de la jouissance d'un droit commun. L'élément nuisible peut provenir d'un état de chose ou d'un acte illégal ou de l'usage abusif d'un objet ou d'un droit, et revêt un certains caractère de continuité et est intimement lié à la chose ou à l'acte.

Véhicule automobile Article 10	Tout véhicule au sens du Code de la sécurité routière du Québec (L.R.Q., c. C-24.2).
Matière malsaines Article 11	<p>Le fait de laisser, de déposer ou de jeter sur ou dans tout immeuble, des eaux sales ou stagnantes, des immondices, du fumier, des animaux morts, des matières fécales et autres matières malsaines, nauséabondes et nuisibles, constitue une nuisance et est prohibé.</p> <p>Toute contravention aux présent article constitue une nuisance et rend le contrevenant passible des autres sanctions prévues à la Loi.</p>
Article 12	Le fait de laisser, de déposer ou de jeter des branches mortes, des débris de démolition, de la ferraille, des déchets, du papier, des bouteilles vides, de la vitre ou des substances nauséabondes sur ou dans tout immeuble, constitue une nuisance et est prohibé.
Article 13	Le fait de laisser, de déposer ou de jeter dans ou sur tout immeuble un ou plusieurs véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, non immatriculés pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement, constitue une nuisance et est prohibé.
Article 14	À l'intérieur du périmètre d'urbanisation, le fait de laisser pousser des broussailles ou de l'herbe jusqu'à une hauteur de deux pieds ou plus, constitue une nuisance et est prohibé.
Article 15	<p>À l'intérieur du périmètre d'urbanisation, le fait de laisser pousser sur un immeuble des mauvaises herbes constitue une nuisance et est prohibé. Sont considérées comme des mauvaises herbes notamment les plantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Herbe à poux (ambrosia SPP); b) Herbes à puce (rhusradicans).
Article 16	Le fait de déposer ou de laisser des huiles d'origine végétale, animale ou minérale ou de la graisse d'origine végétale ou animale à l'extérieur d'un bâtiment ailleurs que dans un contenant étanche, fabriqué de métal ou de matière plastique et muni

et fermé par un couvercle lui-même étanche, constitue une nuisance et est prohibé.

Obligation et recours article 17

1. Le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'un terrain, d'y laisser un ou des véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, non immatriculés pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement, de laisser pousser sur ce lot ou ce terrain, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des déchets, des détritiques, des papiers, des bouteilles vides ou des substances nauséabondes, constitue une nuisance.

a) Le propriétaire, le locataire ou l'occupant qui laisse exister de telles nuisances sur de tels ou lots ou terrains, est passible d'une amende, et la municipalité peut prendre ou imposer toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances;

b) Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les nuisances qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevées, dans le délai qu'il fixe, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les nuisances soient enlevées par la corporation aux frais de cette ou de ces personnes.

2. Toute contravention au présent article constitue une nuisance et rend le contrevenant passible des autres sanctions prévues au présent règlement.

Les nuisances
Sur la place publique

Article 18 Le propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain ou d'un bâtiment d'où sortent des véhicules dont les pneus, les garde-boues, la carrosserie ou la

boîte de chargement sont souillés ou chargés de terre, de boue, de pierre, de glaise ou d'une autre substance doit prendre les mesures nécessaires.

- a) Pour débarrasser les pneus, les garde-boues, la carrosserie ou l'extérieur de la boîte de chargement de ces véhicules de toutes terre, sable, boue, pierre, glaise ou autre substance qui peut s'en échapper et tomber sur la chaussée des rues ou sur les trottoirs de la municipalité;
- b) Pour empêcher la sortie dans une rue ou sur un trottoir de la municipalité, depuis sont terrain ou bâtiment, de tout véhicule sur lequel les opérations décrites au paragraphe précédent n'ont pas été effectuées.

Article 19 Le fait de jeter, déposer ou répandre, sur une rue ou un trottoir ou dans les allées, cours, terrains et places publiques, de la terre, sable, boue, pierre, glaise, des déchets, eaux sales, du papier, des immondices, des ordures, des détritrus, du béton, huile, graisse, essence ou autres substances constitue une nuisance et est prohibé.

Article 20 Le fait de jeter, déposer ou répandre, des déchets, centres papier, immondices, détritrus, eaux sales, sable, terre, graisse, essence et autres matières, obstructions et substances dans ou près des eaux et cours d'eau municipaux, constitue une nuisance et est prohibé.

Article 21 Le fait de jeter ou de déposer sur les trottoirs et les rues ou dans les allées, cours, terrains et places publiques, eaux et cours d'eau municipaux, de la neige ou de la glace provenant de terrain privé, constitue une nuisance et est prohibé.

Article 22 Constitue une nuisance et est prohibé, le fait de déverser, de permettre que soient déversés ou de laisser déverser dans les égouts, par le biais des éviers, drains, toilettes ou autrement, notamment :

- a) Des huiles d'origine végétale, animale ou minérale, de la graisse d'origine végétale ou animale;
- b) De l'essence, des solvants et autres matières explosives ou inflammables;

c) De la cendre, du sable, de la terre, du verre, des la sciure de bois et autres matières susceptibles d'obstruer l'écoulement des eaux ou de nuire au fonctionnement propre de chacune des parties d'un réseau d'égouts et de l'usine de traitement de eaux usées.

Carrières, sablières et gravières	Article 23	L'exploitation d'une carrière, sablière ou gravière, est autorisée les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h00 et le samedi pour chargement seulement de 8h00 à 12h00; l'exploitation de ces industries à toute autre heure constitue une nuisance et est prohibée.
Disposition administratives et pénales	Article 24	Toute contravention au présent règlement constitue une nuisance et est prohibée.
	Article 25	Pour l'application des articles 2 à 8 inclusivement, le conseil autorise généralement tous les agents de la paix de la Sûreté du Québec à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant, à délivrer des constats d'infraction pour toute contravention à l'une de ces dispositions (articles 2 à 8) et ainsi à procéder à son application.
	Article 26	Pour l'application des articles 9 à 23 seulement, le conseil municipal autorise les officiers de la municipalité (inspecteurs municipaux) à visiter et à examiner, entre 7h00 et 19h00, toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'extérieur ou l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les articles 9 à 23 y sont exécutés et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maisons, bâtiments et édifices doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à ces articles.
Amendes	Article 27	Pour l'application des articles 9 à 23 seulement, le conseil municipal autorise l'inspecteur municipal à délivrer des constats d'infraction et ainsi appliquer cette partie du règlement.
	Article 28	Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 400\$ pour une première infraction et de 1 200\$ en cas de récidive. Si l'infraction se continue, elle constitue jour par jour une infraction distincte et la pénalité prescrite

pour cette infraction peut être imposée pour chaque jour où l'infraction se poursuit.

Article 29 Malgré les recours pénaux, la municipalité peut exercer, lorsque le conseil le juge pertinent, tous les recours nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

Article 30 Lors du prononcé de la sentence, le tribunal compétent peut, outre condamner le contrevenant au paiement d'une amende, ordonner que celui-ci prenne les dispositions nécessaires pour faire cesser ladite nuisance et qu'à défaut d'exécution dans le délai prescrit, que de telles dispositions soient prises par la municipalité aux frais de ce contrevenant.

Abroge

Article 31 Le présent règlement abroge toutes les dispositions similaires contenues dans un autre règlement, ou tout règlement portant sur le même objet.

Entrée en vigueur

Article 32 Le présent règlement entrera en force et en vigueur après l'accomplissement des formalités édictées par la loi, le jour de sa publication.

Passé et adopté par la conseil municipal lors d'une séance régulière tenue le 9 novembre 1998 et signé par le maire et le secrétaire trésorier.

France Lambert, maire

Louise Lambert, secrétaire trésorière